

Extrait du Sornettes

<http://sornettes.free.fr>

L'indispensable justice fiscale, selon un ancien PDG

- Coups de gueule -

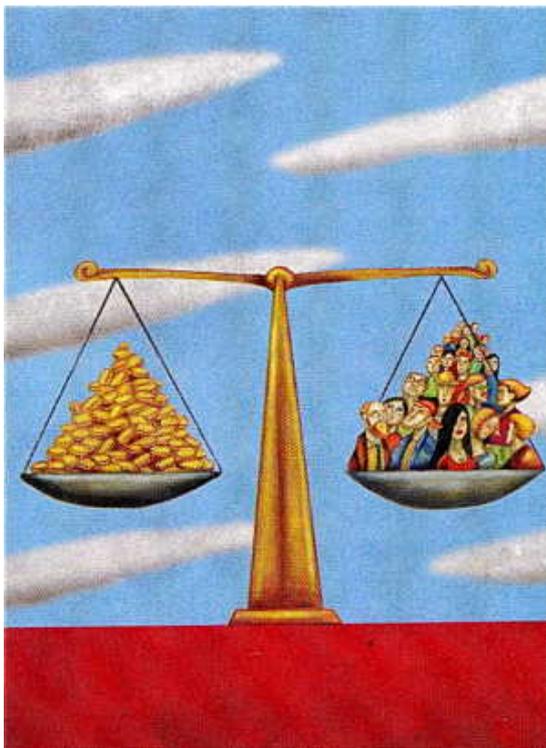


Date de mise en ligne : dimanche 3 octobre 2010

Sornettes

L'impôt doit dissuader de continuer la course à des salaires mirobolants qui ne correspondent pas à de vraies compétences.

En tant qu'ancien dirigeant de groupes internationaux, j'ai vécu les avantages croissants que les grands patrons se sont octroyés au fil du temps. J'ai moi-même bénéficié de ces pratiques, avec un salaire multiplié par dix en quinze ans, auquel il faut ajouter des stock-options et, au bout du compte, une confortable retraite chapeau. Toutefois, refusant de vivre dans un pays coupé en deux, je continue à militer pour un système plus égalitaire : oui, il existe encore dans notre pays des privilégiés qui pensent que l'intérêt général doit prendre le pas sur les situations dont bénéficient ceux que la fortune ou leurs qualités ont faits riches.



Le déséquilibre des finances publiques exige une réforme fiscale qui touche significativement les plus riches, mais également les classes moyennes. Il faut supprimer le bouclier fiscal et ne pas avoir peur de créer de nouvelles tranches d'imposition pour les revenus les plus élevés. Il n'est pas juste, en effet, de taxer au même niveau un revenu de 70 000 euros par an, le seuil actuel de la dernière tranche d'imposition, et des revenus de deux voire trois millions d'euros. A partir de tels montants, l'impôt doit dissuader de continuer la course à des salaires mirobolants qui ne correspondent pas à de vraies compétences. Parallèlement, il faudra supprimer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), devenu une usine à gaz peu productive, tout en réduisant les avantages fiscaux anormaux accordés aujourd'hui aux revenus du patrimoine et aux plus-values sur le capital. Il faudra également accroître fortement les droits de transmission des très gros patrimoines, afin d'éviter la reconstitution d'une classe de rentiers non productifs.

On m'objectera certainement qu'augmenter les impôts des plus riches va accroître le nombre des exilés fiscaux alors que, refrain connu, ce sont ces riches qui créent des emplois et de la croissance. Je ne crois pas à cette menace, car les cadres dirigeants actifs ne sont pas des candidats naturels à l'expatriation fiscale, contrairement aux vedettes du sport ou du *show-biz* et aux richissimes retraités ou rentiers qui ont déjà largement quitté le pays.

Bien évidemment, de telles mesures ne doivent en aucun cas être un substitut à la lutte contre les dépenses inutiles. Elles n'empêcheront pas non plus, comme c'est normal, les riches de rester riches : tout au plus verront-ils leur

L'indispensable justice fiscale, selon un ancien PDG

capacité d'épargne diminuer, au profit d'un peu plus de justice sociale, sans laquelle on ne sortira pas de la crise. Sans un fort sentiment de justice, le nécessaire appel à l'effort de tous est en effet irrémédiablement voué à l'échec .

Alain-Paul GODARD [1], *L'indispensable justice fiscale*, [Alternatives Économiques](#), nf 294, septembre 2010, p. 221, 3,80 ₣.

Voir aussi [Les revenus fous des PDG](#), , [Manifeste d'économistes atterrés](#) et [Pour une révolution fiscale](#).

[1] Alain-Paul GODARD, ancien président d'Aventis CropSciences. [Pour en savoir plus : le blog d'Alain-Paul Godard](#).